

Bonjour Les Amis(es)

Un « p'tit coup de gueule » pour ce billet d'avril ! Et comme les moments où je fais « la tronche » ne sont pas beaux, pas de vidéo ce mois-ci ! Ce ne serait pas agréable à voir...

Pourquoi « *coup de gueule* »?

Vous êtes comme moi : en ce moment, vous assistez aux interviews, aux débats et aux multiples reportages que les médias en tout genre réalisent à propos de nos 11 candidats à la haute fonction présidentielle. Bon.

Il ne s'agit pas d'eux particulièrement et mon coup de gueule ne concerne pas la candidature de l'un ou de l'autre.

Il concerne la référence que ces candidats font en permanence avec l'Allemagne de Madame MERKEL : « *L'Allemagne le fait bien..., l'Allemagne a réussi dans ce domaine..., l'Allemagne par ci, l'Allemagne par là...* », et à longueur de journée, l'Allemagne devient ainsi le modèle à copier pour la grande majorité des candidats et pour la cohorte de journalistes qui commentent à leur façon leurs programmes économiques et sociaux.

Alors, justement, puisque nos politiciens prennent toujours l'Allemagne en référence, et qu'ils citent en permanence le modèle allemand, il ne faudrait tout de même pas qu'ils contredisent leurs discours par leurs actes !

Allons plus loin et examinons le fonctionnement de la gouvernance allemande par rapport aux gouvernants français ! Jetez un rapide coup d'œil sur le tableau ci-dessous (*promenez-vous sur internet, vous trouverez comme moi toutes ces informations*) :

	FRANCE	ALLEMAGNE
Structure du gouvernement	<ul style="list-style-type: none">- Un Président de la République- Un Premier Ministre- 25 ministres- 9 secrétaires d'état Total : 36 personnes	<ul style="list-style-type: none">- Un Chancelier (e)- 8 ministres Total : 9 personnes
Coût annuel d'un ministre	17 millions d'euros/an	3 millions d'euros/an
Résidence	Le 1er Ministre bénéficie d'un logis de fonction (310m ²) à Matignon tandis que ses collègues regagnent en limousine les hôtels particuliers parisiens que la République met généreusement à leur disposition	Angela MERCKEL rentre dans son appartement, dont elle paie le loyer, les factures d'eau et d'électricité. Comme chacun de ses 8 ministres
Personnel	906 personnes travaillent à la Présidence de la République	Autour d'Angela MERKEL, il y a près de 300 personnes
Parc automobile	121 véhicules sont répertoriés à	37 véhicules sont attachés à la

	l'Elysée	Chancellerie
Modes de déplacement dédiés au gouvernement	- 1 «AirbusA330-200 - 2 « Falcon7X - 2 « Falcon900 - 2 « Falcon 50 - et 3 Hélicoptères Super Puma -	Systématiquement en train ou sur des lignes aériennes régulières
Indemnisation	Président de la République : 21 026 € (nets)	Chancelière : 15 830 € bruts (soumis à l'impôt)
Budget annuel moyen (depuis 7 ans)	Palais de l'Elysée : 113 Millions d'€	Chancellerie : 36 millions d'€

Puisque nos politiciens prennent toujours l'Allemagne en exemple et que nos hommes politiques nous parlent sans cesse du modèle allemand, qu'ils commencent à s'imposer ce que nos alliés allemands s'imposent ! Non ?

Comment se fait-il que personne ne réagisse et que nos journalistes laissent courir ? Leur papier ne rapporterait-il pas assez ? Pas assez de « buzz » ? Il est vrai aussi que tout le monde côtoie tout le monde...

Des politiciens eux - mêmes ont dénoncé cette gabegie : Attali , et avant lui, Rocard , Jospin et la plupart des économistes réputés. Mais que constate-t-on aujourd'hui ?

- On ampute des postes-clés pour gagner 3 milliards par-ci par-là (Retraites, allocations familiales...)
- On augmente les impôts, la TVA, les PV, l'EDF, la taxe d'habitation, la taxe foncière, la CSG, la redevance télévisuelle...et bientôt les voitures roulant au diesel (après nous avoir incité à les acheter), le tabac, ...

Pendant ce temps- là, nos politiciens de tout bord se pavanent avec leurs indemnités, leurs cumuls de mandats, leurs frais de fonctionnement en France et en Europe, les retraites indexées, et doublées, - acquises dès qu'on est à un poste- clé pendant plus de deux mois-, leurs emplois fictifs réservés à leurs proches et à leurs amis.

Pendant ce temps, nos communautés de communes créent une taxe supplémentaire – « inter communauté » qui vient s'ajouter sur nos feuilles d'impôt à celles des communes, des départements et des régions ! Et regardez ces « Maisons des Conseils Départementaux » qui fleurissent un peu partout ! A chaque fois, on y comptabilise de 150 à 200 fonctionnaires territoriaux en plus ! Et les hôtels des régions, en plus de tout cela !

En 2011, Mario Monti renonçait à son salaire ; on annonce qu'en Russie il n'y a qu'une centaine de députés : il convient de se poser les bonnes questions ... et de trouver les bonnes réponses !

Quel homme politique, de gauche comme de droite, aura le courage de l'admettre et surtout de se battre pour mettre fin à ces gabegies que nous finançons, nous, les citoyens français !

Un jour, ils viendront nous annoncer un énième plan de rigueur, mais en attendant, voici quelques propositions :

Puisqu'on supprime 1 fonctionnaire sur 2, voire 2 sur 3, on devrait alors supprimer 1 sénateur sur 2 et 1 député sur 2 !

À l'heure où la situation financière est telle que l'on cherche désespérément en hauts lieux de l'argent, que l'on va encore s'acharner sur le peuple pour le faire payer et en trouver, une réflexion s'impose ! Sachant en plus ce qui suit :

- États-Unis : (300 millions d'habitants) : 100 sénateurs et 435 représentants - (total 535)-
- France : (60 millions d'habitants) : 350 sénateurs et 577 députés – (total 927),

ne pensez-vous pas, que nous pourrions, sans être méchant et perturber en quoi que ce soit le fonctionnement de nos institutions, supprimer ... la bagatelle de 200 sénateurs et 142 députés ?

Je vous laisse le soin de calculer au plus juste, mais il me semble qu'à la louche cela ferait :

- $6.000\text{€} \times 342 = 2.052.000\text{€}$ par mois et donc **24.624.000€** par an ! Et je ne compte pas ceux que la loi DEBRE continue à payer encore, même après avoir été battus...

À défaut on pourrait au moins envisager de baisser leur rémunération, non ?

577 députés, 350 sénateurs, 38 ministres et secrétaires d'état : si on baissait leur rémunération de 1.000€ chaque mois, 950.000€ d'économie seraient réalisés par mois. Soit $950.000\text{€} \times 12 =$ **11.400.000€** par an !

Cela permettrait plus de **11 millions d'euros** par an d'économie sans toucher à la TVA, sans toucher aux retraites, sans créer d'autres taxes, impôts et redevances diverses !

Oui, je sais.... Je rêve.

A bientôt !